



Des experts de l'ONUDC chez le Président du Faso

Page 6

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du lundi 5 juin 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°411

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 17.

Examens des enseignements post-primaire et secondaire, session 2017 : le top départ donné au lycée provincial de Dori

Page 12



Mise en œuvre du PNDES : Le Premier ministre face aux commerçants

Page 2



Coopération Burkina-Suisse: Plus de 2 milliards FCFA de subvention pour la valorisation des produits forestiers non ligneux

Page 14



Ce montant vise à soutenir la mise en œuvre du Programme de valorisation des produits forestiers non ligneux, phase 2 (PFNL 2) du ministère en charge de l'Environnement, de l'Economie verte et du changement climatique.

Hadj 2017: Le coût est fixé à 2 171 720 FCFA selon ce communiqué du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

Page 10

Mise en œuvre du PNDES : Le Premier ministre face aux commerçants

Région du Centre



Paul Kaba Thiéba échange avec les commerçants autour du PNDES.

Le Premier ministre a rencontré ce samedi 03 juin 2017 à Ouagadougou le monde des affaires pour leur exposer les enjeux du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Cette rencontre entre Paul Kaba Thiéba et les commerçants vise à expliquer puis susciter l'adhésion de cette frange de la population au PNDES.

Contribution du plan national de développement économique et social (PNDES) à l'essor et à l'épanouissement du commerce au Burkina Faso, voici le menu des échanges entre le Premier ministre et les structures associatives et groupements des commerçants. A ces commerçants venus des 4 coins



Paul Kaba Thiéba « il faut que nous croyions au PNDES ».

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Les commerçants ont répondu massivement à l'appel.

du Burkina Faso, Paul Kaba Thiéba a surtout rassuré que le PNDES est la solution du commerce. Paul Kaba Thiéba, « c'est la meilleure réponse au problème de notre économie, au problème du commerce, aux questions de la pauvreté, il faut que nous croyions. C'est pourquoi je vous invite à soutenir le PNDES parce que c'est notre avenir »

Que prévoit le PNDES pour les commerçants et quels seront les mécanismes de mise en œuvre ? les réponses apportées à ces différentes préoccupations ont permis aux commerçants de mieux cerner les enjeux de ce référentiel.

Le Plan national de Développement économique et social (PNDES, plan quinquennal), « reste la porte de sortie » du commerce burkinabè, le porte-parole des Organisations des structures associatives et regroupements des commerçants, Arouna Kaboré, lors de cette rencontre avec le chef du gouvernement Paul Kaba Thiéba.

Pour Salif Nikiema, un des participants, « beaucoup de gens ne savaient pas vraiment à quoi servait le PNDES, mais le Premier ministre nous a expliqué plus clairement comment nous les commerçants on peut contribuer

et comment le PNDES va nous aider. Nous sommes contents de cette politique et nous allons nous mobiliser pour soutenir le PNDES »

Difficultés d'accès aux crédits, formalisation, tracasserie routière, bref tous les problèmes liés aux commerces ont été soulevés ici et Paul Kaba Thiéba promet les rencontrer en septembre prochain pour apporter des réponses.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Brève

Sommet de la Cédéao: le Maroc maintient son intention d'intégrer l'organisation

Le roi du Maroc Mohammed VI ne se rend finalement pas au Liberia pour participer comme prévu au sommet de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest. C'est la présence à Monrovia du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu qui est à l'origine de la décision du souverain alors que le 51e sommet de la Cédéao devrait examiner la candidature du Maroc. De source marocaine, on indique que d'autres pays de la Cédéao ont réduit le niveau de représentation à ce sommet, pour la même raison. Mais la diplomatie marocaine reste pleinement mobilisée pour défendre sa demande d'intégration à l'organisation ouest-africaine.

SOCIÉTÉ

Commune de Sidéradougou : rencontre d'échange entre le conseil municipal et la population de Sidéradougou

Région des Cascades



Les partenaires de la commune de Sideradougou.

Le lundi 29 Mai 2017, la commune de Sideradougou a organisé une journée d'échange dénommée « espace de dialogue communal ». Cet espace a permis au Conseil Municipal de susciter et d'encourager les populations à une réelle implication à la conduite de l'action communale. Informer et recevoir les préoccupations, de façon spécifique, il s'est agi pour le Conseil Municipal de faire connaître son plan annuel

et d'investissement communal, de faire des interpellations à l'endroit des populations et de recevoir en retour les leurs.

Selon l'article 11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les Conseils Municipaux animent des débats publics sur les projets et programmes locaux de développement et sur les grandes orientations du budget local. C'est dans ce sens que le conseil municipal de la commune de Sideradougou a organisé la

journée « espace de dialogue communal. Pour les organisateurs, cette rencontre avec les administrés vise à « Informer, communiquer pour mettre tous le monde au même niveau d'information afin de lutter contre les rumeurs, la désinformation et de créer un climat de confiance entre l'autorité et les citoyens, et surtout susciter la cohésion sociale »

Dans son discours introductif, Lagassané OUATTARA, Maire de la commune de Sideradougou

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Les participants.

a traduit sa reconnaissance à l'endroit du PNGT 2 Face III et le CESAO dévoués, selon lui pour la cause des communes et leur accompagner dans l'organisation et la tenue de cet espace de dialogue et d'interpellation communautaire. Il s'est dit très satisfait de la mobilisations des populations pour cette rencontre d'échange.

Les populations ont salué l'organisation de cet espace de dialogue qui les a éclairées sur les actions du conseil municipal. Elles ont aussi souhaité que ces rencontres soient organisées de façon annuelle. Mme Aminata DABAL, Haut Commissaire de la Province de la Comoé, a remercié les partenaires de la commune de Sideradougou, et féliciter la population de cette commune qui a démontré son intérêt pour le développement de la collectivité par sa mobilisation remarquable. Elle a aussi interpellé les parents d'élèves, toutes les couches Sociales, les enseignants à jouer leur partition pour l'éducation des



Madame le Haut Commissaire et le Maire de la commune de Sideradougou.

filles ce qui va les aider à éviter ces grossesses précoces. Les parents d'élèves, se disent aussi préoccupés par de nombreux cas de grossesses précoces enregistrées dans les différentes écoles de Sideradougou, ils ont

aussi demandé aux autorités de trouver une solution pour lutter contre ce phénomène.

Jean Paul YEKPAYE pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Des experts de l'ONU DC chez le Président du Faso

Région du Centre-Nord



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience une délégation d'experts de l'Office des Nations unies contre la Droque et le Crime (ONU DC).

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience en fin de matinée du jeudi 1er juin 2017, une délégation d'experts de l'Office des Nations unies contre la Droque et le Crime (ONU DC). Présents au Burkina Faso dans le cadre de l'examen de la mise en œuvre de la convention des Nations contre la corruption, ces experts ont été conduits chez le Président du Faso par le président de l'Autorité supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE/LC), Monsieur Luc Marius IBRIGA.



En revanche, « nous avons aussi recensé quelques points qui nécessitent d'être reconsidérés », a regretté le représentant de la délégation.

Au chef de l'Etat, les experts onusiens ont fait le bilan de

leurs travaux. « Nous avons eu l'opportunité de comprendre davantage le fonctionnement du système de lutte contre la corruption au Burkina Faso à travers d'intenses discussions avec les représentants des autorités nationales, avec les

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6

représentants de la société civile ; ce qui a été hautement apprécié », a fait remarquer le représentant des experts de l'ONUUDC, Monsieur Oliver LANDWEHR. Au cours de cette activité de mise en examen, la délégation a « observé non seulement l'existence d'une volonté et d'une détermination résolues à lutter contre la corruption à travers les lois nouvelles que le Burkina Faso doit adopter et qui s'inspirent énormément des normes et des standards internationaux, mais aussi à travers l'approche positive avec laquelle les représentants des secteurs abordent les

mécanismes de l'examen », a ajouté Monsieur LANDWEHR. Selon le représentant des experts, la délégation a noté positivement entre autres, le rôle actif de l'Autorité supérieure de Contrôle de l'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE/LC), la collaboration de la société civile dans ce combat, le dialogue transparent et l'implication du pays dans les efforts régionaux. En revanche, « nous avons aussi recensé quelques points qui nécessitent d'être reconsidérés », a regretté le représentant de la délégation. Cet exercice de mise en examen

est une évaluation préliminaire et le résultat final des experts sera remis au Burkina Faso une fois que les experts de l'ONUUDC auront étudié et examiné toutes les informations qu'ils ont pu recueillir durant leurs échanges.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Région du Centre-Sud: la Direction Provinciale de la Police Nationale (DPPN) du Nahouri s'entretient avec le Ministre d'Etat

Région du Centre-Nord

Le personnel de la DPPN Nahouri a reçu la visite du Ministre d'Etat, Ministre de la sécurité et sa délégation. L'occasion a permis au premier responsable de la sécurité d'encourager les éléments pour les efforts consentis.

Le Directeur Provincial n'a pas manqué de souligner les difficultés rencontrées dans l'exercice de leur fonction. Lesquelles sont d'ordre matériels et logistiques. « Ce qui est à notre pouvoir pour la bonne marche du service, soyez en sûr nous le ferons. Le reste Dieu s'en chargera », a conclu Simon Compaoré.



Le personnel de la DPPN Nahouri a reçu la visite du Ministre d'Etat, Ministre de la sécurité et sa délégation.

La Direction de la Communication

et de la Presse Ministérielle du Ministère de la sécurité.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La Direction régionale des Droits humains et de la Promotion civique du Sud-Ouest sur le terrain de la sensibilisation

Région du Sud-Ouest



Grâce au soutien de Fonds Enfants, la Direction régionale a pu former des responsables de sites d'orpaillage dans le Sud-Ouest, sur la lutte contre les PFTE.

La Direction régionale des Droits humains et de la Promotion civique du Sud-Ouest (DRDHPC-SUO) a mené depuis le début de l'année, une série de sensibilisation sur les pires formes de travail des enfants, les mariages d'enfants et les grossesses précoces, le civisme et la citoyenneté, grâce au partenariat avec certains acteurs de cette région.

En effet, grâce au soutien de Fonds Enfants, la Direction régionale a pu former des responsables de sites d'orpaillage dans le Sud-Ouest, sur la lutte contre les PFTE. Grâce au même partenaire, la DRDHPC a réalisé

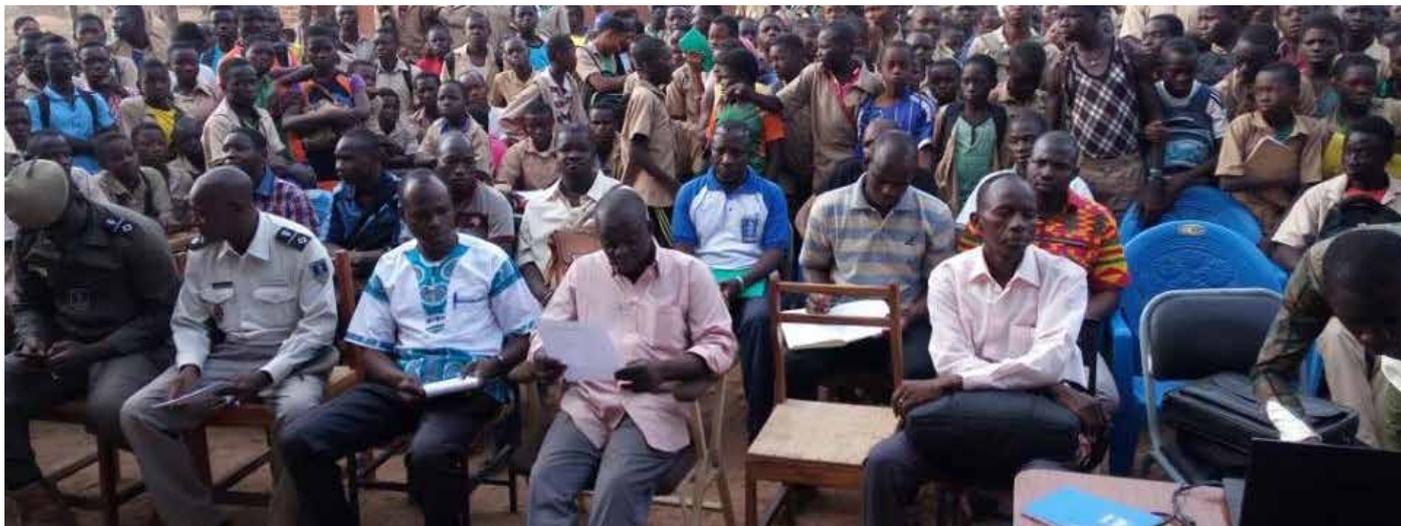


La DRDHPC a réalisé quatre (04) causeries éducatives sur les grossesses précoces en lien avec les droits de l'enfant.

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8



Bureau de Gaoua a permis à la DRDHPC de réaliser dix (10) causeries éducatives sur les mariages d'enfants et grossesses précoces et dix (10) conférences en milieu scolaire sur le civisme et la citoyenneté.

quatre (04) causeries éducatives sur les grossesses précoces en lien avec les droits de l'enfant.

Par ailleurs, le soutien de PLAN INTERNATIONAL, Bureau de Gaoua a permis à la DRDHPC de réaliser dix (10) causeries éducatives sur les mariages d'enfants et

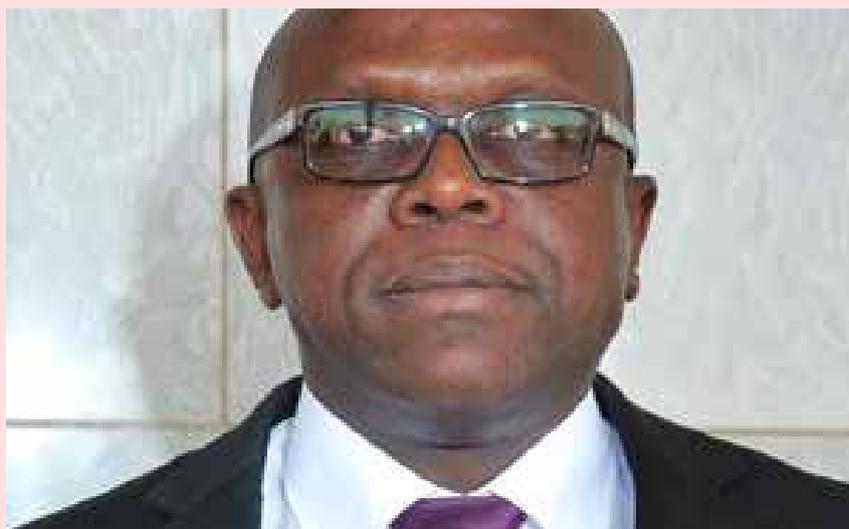
grossesses précoces et dix (10) conférences en milieu scolaire sur le civisme et la citoyenneté.

« Nous disons merci à ces partenaires qui accompagnent le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique dans l'atteinte

de ses objectifs en matière de sensibilisation », souligne le Directeur régional des Droits humains et de la Promotion civique du Sud-Ouest, Isaïe BAMOGO.

Décès de Monsieur Valère Dieudonné SOME : le gouvernement présente ses condoléances à la famille éplorée

C'est avec une grande tristesse que le Gouvernement a appris la disparition de Monsieur Valère Dieudonné SOME, décès survenu à Metz en France, des suites de maladie. Monsieur Valère Dieudonné SOME, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Burkina Faso a été un acteur de premier plan de la vie politique de notre pays. Le gouvernement du Burkina Faso présente ses condoléances



à sa famille éplorée ainsi qu'à tous ses proches.

Ministre de la communication et des relations avec le parlement, Porte-

parole du Gouvernement

Remis Fulgance DANDJINOU

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DÉCENTRALISATION

BURKINA FASO
Unité-Progress-Justice

CABINET

SECRETARIAT PERMANENT DE
SUIVI DES PELERINAGES RELIGIEUX

010

COMMUNIQUE ADMINISTRATIF

Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation informe les musulmans du Burkina Faso et particulièrement les candidats au pèlerinage à la Mecque ou hadj, que suite à une concertation entre le Comité national de suivi du pèlerinage à la Mecque et les agences de voyages autorisées à organiser ledit pèlerinage, tenue le mercredi 31 mai 2017, le coût du hadj 2017 est fixé à **deux millions cent soixante-onze mille sept cent vingt (2 171 720) FCFA**.

Ce coût de 2 171 720 FCFA n'inclut pas le prix du mouton qui reste entièrement à la charge des pèlerins.

Le ministre informe par ailleurs les agences de voyages que l'ouverture de la plateforme de gestion des inscriptions au hadj (PLAGIH) sera ouverte le **vendredi 02 juin 2017 à 8h**, afin de leur permettre de procéder à l'inscription biométrique des pèlerins. Il rappelle en outre que, le seul document autorisé pour l'inscription est le passeport.

Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation invite tous les acteurs à observer une grande transparence dans cette phase fondamentale d'inscription des pèlerins et rappelle la disponibilité constante du Gouvernement à favoriser une bonne organisation du hadj, édition 2017.

Ouagadougou, le **01 JUN 2017**

P. Le Ministre et P/D
Le Secrétaire Général



Pierre BICABA
Officier de l'Ordre National

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Carnet d'audiences du Ministre des Transports : Les responsables des compagnies de transports aériens devant le ministre des Transports

Région du Centre



A l'ordre du jour de cette audience, échanger sur les conditions d'exploitation de l'aéroport.

Les responsables de l'ensemble des compagnies de transports qui officient à l'aéroport international de Ouagadougou, devant le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière le jeudi 1er juin 2017. A l'ordre du jour de cette audience, échanger sur les conditions d'exploitation de l'aéroport.

Il ressort que toutes les compagnies de transports aériens rencontrent des difficultés lors de l'enregistrement et l'embarquement des passagers dues au fait qu'il y a un seul rayon x, c'est-à-dire le circuit d'enregistrement et



Cette situation engendre des retards de vols d'avions.

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

d'embarquement des passagers. Cette situation engendre des retards de vols d'avions. Pour les responsables des compagnies, l'installation d'un deuxième rayon x pourrait faciliter le travail d'enregistrement et d'embarquement des passagers. Le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière, Souleymane Soulama

a promis d'échanger avec le Directeur Générale de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) et celui de la Délégation aux Activités Aéronautiques Nationales (DAAN) pour trouver une solution au problème. Il a par ailleurs invité tous les responsables des compagnies aériennes à ne surtout pas hésiter à lui faire part des problèmes

de dysfonctionnement qu'ils constateront prochainement.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM).

Examens des enseignements post-primaire et secondaire, session 2017 : le top départ donné au lycée provincial de Dori

Région du Sahel

Le top départ du déroulement des épreuves écrites des examens du post-primaire et secondaire de la session de 2017 a eu lieu le jeudi 1er juin 2017 au lycée provincial de Dori. Le lancement officiel a été effectué par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, Pr Alkassoum Maiga. C'était en présence de la conseillère technique Cathérine Kaboré, représentant le ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation et du secrétaire général de la Région du Sahel.

Après huit mois de d'études scolaires dans les différents établissements d'enseignement, les candidats au BEPC, BEP et CAP sont soumis ce jeudi 1er juin 2017 à la composition de leur examen de fin de cycle. Au total, on dénombre



A l'endroit des candidats repartis dans les salles de composition qu'il a pu visiter, le ministre leur a donné des conseils de rester concentrés sur les épreuves et de ne pas les aborder avec précipitation afin d'éviter les erreurs.

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

au BEPC 274 049 candidats avec un accroissement de 17,93%. Pour l'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP) ce sont en tout 11 635 candidats qui sont à la quête de leur parchemin, soit 2,78% d'accroissement par rapport à la session antérieure. Les spécialités demeurent à 44 comme en 2016 soit 4 pour les CAP commerciaux, 15 pour les CAP industriels, 8 pour les BEP commerciaux et 16 pour les BEP industriels. Ces évaluations qui sanctionnent un parcours de plusieurs années d'études permettent le passage d'un cycle d'enseignement à un autre et aussi de mettre sur le marché du travail des ressources humaines qualifiées. Pour le Pr Alkassoum Maiga qui fut de la 3e promotion des élèves du lycée provincial de Dori en 1979, c'est véritablement une fierté pour lui de procéder au lancement des examens au sein de ce même établissement en tant que ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation et qui a aussi formés beaucoup de cadres du pays. A l'endroit des candidats repartis dans les salles de composition qu'il a pu visiter, le ministre leur a donné des conseils de rester concentrés sur les épreuves et de ne pas les aborder avec précipitation afin d'éviter les erreurs. Selon l'élève Dicko Soumaila Youssoufa, âgé de 14 ans, avec un sourire dit être prêt pour affronter les épreuves. Pour lui, cette date est un grand jour dans vie, car il compte le jour de la délibération des résultats du 1er tour du BEPC prévus pour le 9 juin, « être déclaré admis ».

A 7 heures 25 minutes le ministre a procédé à l'ouverture officielle



Le lancement officiel a été effectué par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, Pr Alkassoum Maiga.

de la première épreuve de dictée titrée « au village » dont l'auteur n'est autre que le Conseiller technique du MENA, François Compaoré. Après le lancement, cap a été mis sur le lycée municipal de Dori où les membres du jury ont été encouragés par le ministre avant de poursuivre la visite au lycée départemental de Bani. Comme innovation majeure cette année, c'est l'informatisation intégrale de tous les jurys du BEPC avec remise systématique de relevé de notes à chaque candidat (admis et ajournés), la délivrance d'attestations provisoires de succès imprimés sécurisés à tous les lauréats du BEPC (les attestations étaient manuscrites jusqu'à présents), l'expérimentation du logiciel de gestion des examens de l'enseignement et la formation

techniques et professionnels (BEP et CAP) pour compter de cette session et le retour aux feuilles de composition classiques avec intercalaire et brouillon pour des raisons économiques et d'ordre pratique. Il faut noter que la tenue de ces examens intervient après un contexte difficile qu'a connu l'école burkinabè en raison des revendications socioprofessionnelles, de la persistance de l'incivisme en milieu scolaire et surtout par l'extrémisme violent dans le septentrion de notre pays.

DCPM/MENA

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération Burkina-Suisse: Plus de 2 milliards FCFA de subvention pour la valorisation des produits forestiers non ligneux

Région du Centre



Ce montant vise à soutenir la mise en œuvre du Programme de valorisation des produits forestiers non ligneux, phase 2 (PFNL 2) du ministère en charge de l'Environnement, de l'Economie verte et du changement climatique.

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI et le Directeur de la Coopération suisse au Burkina Faso, Jean Bernard DUBOIS, ont procédé à la signature d'un accord de financement d'un montant global de 4 300 000 millions de francs suisse, soit environ 2 milliards 500 millions de F CFA, le jeudi 1er juin 2017 à Ouagadougou. Ce montant vise à soutenir la mise en œuvre du Programme de valorisation des produits forestiers non ligneux, phase 2 (PFNL 2) du ministère en charge de l'Environnement,

de l'Economie verte et du changement climatique.

Quatre millions trois cent mille (4 300 000) de francs suisse, soit environ 2 milliards cinq cent millions (2 500 000 000) de francs CFA, c'est le montant octroyé par la Coopération suisse pour soutenir la mise en œuvre de la phase 2 du Programme de valorisation des produits forestiers non ligneux, (PFNL). La signature de l'accord entre le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI et le Directeur de la Coopération suisse, Jean

Bernard DUBOIS, a eu lieu, ce jeudi 1er juin 2017 à Ouagadougou, en présence du ministre de l'Environnement, de l'Economie verte et du changement climatique, Nestor BASSIERE. L'accord de ce financement sous forme de subvention intervient quelques semaines après celui signé en fin avril dernier à hauteur de plus de 12 milliards de FCFA destinés à soutenir l'éducation et la formation professionnelle au Burkina Faso.

A l'occasion de la signature de convention, le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a remercié le Directeur de la Coopération suisse pour la constance de ce pays, dans

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

le financement des programmes de développement au Burkina Faso. Aussi, elle a salué l'engagement personnel du Directeur de la Coopération pour faire avancer les dossiers. «Lorsque nous avons des partenaires aussi engagés comme vous, il faudrait que nous aussi nous puissions jouer notre partition», a dit Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI.

Les trois impératifs du PFNL

Pour le Directeur de la Coopération suisse, Jean Bernard DUBOIS, le PFNL phase 2 renferme des réalités socio-économiques, notamment des femmes, jeunes et hommes qui travaillent dans le milieu rural pour valoriser les ressources naturelles. Et à ce titre, il s'inscrit pleinement dans la promotion du développement durable qui prend en compte les dimensions sociale, environnementale et économique. «Ce projet répond à trois impératifs, notamment social, environnemental et économique. Je crois que c'est une réelle contribution. Et nous nous réjouissons de pouvoir accompagner le ministère dans cette tâche», a-t-il confié avant d'ajouter que la Coopération va assurer un suivi régulier des activités. Au terme de la phase 2, a indiqué M. DUBOIS, il est attendu, entre autres, que 40 000 ménages, soit à peu près 100 000 personnes, puissent accroître leurs productions de produits forestiers non ligneux; que les entreprises actives dans ce domaine augmentent leurs chiffres d'affaires et aient un meilleur accès au marché.

Pour lui, la réussite de ce programme passe par le respect de l'environnement, notamment

la réduction de la dégradation des espèces pourvoyeuses de produits forestiers non ligneux due à la surexploitation conjuguée au changement climatique, mais aussi la mise en place des conditions-cadres pour le développement d'entreprises vertes valorisant les produits forestiers non ligneux, en particulier, l'accès au financement.

Don pour créer des emplois

De l'avis du ministre de l'Environnement, de l'Economie verte et du changement climatique, Nestor BASSIERE, ce don de la Coopération suisse, permettra non seulement de créer des emplois, d'accroître les revenus des ménages les plus défavorisés, mais surtout, il permettra au pays d'atteindre la sécurité alimentaire. Ainsi, il a saisi l'occasion pour remercier, au nom du Président du Faso, Son Excellence Roch Marc Christian KABORE, du gouvernement et du peuple burkinabè, le Directeur de la Coopération suisse, ainsi que ses collaborateurs pour ces appuis qui font de la Suisse l'un des partenaires privilégiés de son département. «La deuxième phase du Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux est planifiée pour quatre ans (2017-2020) avec un budget total de 4,5 millions de francs suisse (soit environ 2,7 milliards de FCFA)», a indiqué Nestor BASSIERE qui a rassuré que le gouvernement, à travers son département mettra tout en œuvre pour accompagner sa bonne exécution. L'objectif global de cette deuxième phase, a-t-il précisé, est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages

ruraux (y compris les personnes vulnérables, les femmes et jeunes) et d'améliorer durablement leurs revenus par la gestion durable et la valorisation des produits forestiers non ligneux.

Le PFNL est structuré en trois composantes. Il s'agit respectivement de: l'accroissement de la production et de la consommation des PFNL prioritaires, dans un contexte de gestion durable des ressources forestières; l'amélioration et la diversification des revenus des ménages ruraux et de leurs organisations, à travers la conservation, la transformation et la commercialisation des PFNL et leur accès aux marchés porteurs; l'institution des cadres politique, législatif, réglementaire et institutionnel favorables à la gestion et la valorisation durable des ressources naturelles et au développement des filières PFNL.

Par ailleurs, le ministre BASSIERE a souligné que la première phase du PFNL, qui a été mise en œuvre durant quatre ans (2012-2016) par son département, en collaboration avec la FAO, a permis non seulement d'accroître les revenus de plus de 400 femmes et la construction de plus de 27 unités équipées, mais aussi, elle a permis de renforcer leur capacité. Pour lui, la contribution de la seconde phase du programme à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) est indéniable au regard des résultats attendus.

ANNONCE



UNIVERSITÉ DE MONCTON
CAMPUS DE MONCTON



COHORTE DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE 2021 DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON

BACCALAURÉAT EN GESTION DU LOISIR, SPORT ET TOURISME

FAITES PARTIE DE L'ACTION!

FORMULAIRE DE CANDIDATURE DE BOURSE



Tout lire et tout savoir sur <http://www.sciences-campus.info/2017/05/22/faites-partie-de-laction-formulaire-de-candidature-de-bourse/>

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Cameroun – présente aujourd’hui des signes positifs de stabilisation et semble initier un début de sortie de crise. Cependant, malgré la signature des accords de paix à Brazzaville en 2014, l’organisation du Forum de Bangui en mai 2015 (qui a réuni les différentes parties prenantes du conflit et de la société centrafricaine) et la tenue des élections présidentielles dans un calme relatif, la situation reste extrêmement volatile. Les groupes et milices armés sont encore extrêmement présents dans le pays et continuent les exactions et pillages.

Description

Première Urgence Internationale est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L’ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d’effondrement économique. L’objectif est d’aider les populations déracinées dans l’urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L’Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d’infrastructures, l’eau et l’assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 21 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l’Est, et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires :

Crise centrafricaine

Plus de trois ans après le démarrage de la crise, la République Centrafricaine

Depuis que la crise a éclaté en RCA en décembre 2012, plus de 140 000 réfugiés, majoritairement musulmans, ont traversé la frontière camerounaise au niveau des régions de l’Est et de l’Adamaoua. Après une phase de stabilisation durant le second semestre 2014 et quelques retours spontanés, le HCR estime, dans son aperçu des besoins humanitaires pour le Cameroun, que 253 000 réfugiés centrafricains sont encore présents dans le pays. Si la situation est moins dramatique pour ces populations qu’elle ne l’a été en phase d’urgence durant l’année 2014, elle reste toutefois extrêmement préoccupante avec notamment une couverture des besoins de base partiellement assurée et des conditions en termes de logement ou d’accès à l’eau et assainissement restant préoccupantes et engendrant des risques sanitaires liés à la forte concentration de la population.

En outre, cette vague de réfugiés s’est additionnée au précédent afflux de réfugiés centrafricains entre 2004 et 2011, soit environ 99 000 personnes, installés dans les villages camerounais. Ces réfugiés, dits anciens réfugiés, ont été les premiers à accueillir les nouveaux réfugiés de 2014. Une partie de ceux-ci a été installée dans les sites de réfugiés mis en place dans le cadre de la réponse humanitaire coordonnée par l’UNHCR afin de désengorger les sites frontaliers et assurer une prise en charge efficace des besoins immédiats. A ce jour, 7 sites (Timangolo, Lolo, Mbile, N’Garissingo et Gado à l’Est, NGam, Borgop dans l’Adamaoua) accueillent des réfugiés dans les régions de l’Est et de l’Adamaoua, regroupant 55% des nouveaux réfugiés.

L’autre partie des réfugiés (45%) s’est installée sur les points d’entrée et dans les villages d’accueil. Néanmoins, à ce jour, l’aide humanitaire se concentre essentiellement sur les sites de réfugiés, et les besoins constatés dans les points d’entrée et dans les villages hôtes restent nombreux, urgents et non couverts. L’installation des nouveaux réfugiés a considérablement accru la pression sur les ressources existantes, et plus particulièrement sur les infrastructures d’approvisionnement en eau, les ressources en bois, les infrastructures publiques (écoles, centres de santé...), ce qui a augmenté le risque de tensions entre les

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

communautés hôte et réfugiée.

Au-delà de la situation des réfugiés, la situation structurelle des équipements de base et des pratiques, notamment en terme d'hygiène et d'assainissement, dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua est historiquement mauvaise. La pression supplémentaire des réfugiés dans la zone aggrave encore un peu plus cette situation et a aussi exacerbé les besoins pour les populations locales. L'UNHCR estime ainsi que pour l'Est et l'Adamaoua, ce serait au total (population hôte et réfugiés centrafricains) plus de 740 000 personnes qui seraient en besoin d'une assistance humanitaire (Aperçu des Besoins Humanitaires 2016).

Crise nigériane

Depuis 2013, les attaques et exactions du groupe islamiste Boko Haram au Nigéria, en particulier dans l'Etat du Borno, ont forcé plus de 70 000 nigériens à fuir vers le Cameroun. Suite à la déclaration de guerre, par Paul Biya, Président de la République du Cameroun, les incursions de cette secte en territoire camerounais s'intensifient dès mai 2014 et le développement d'actes terroristes sur le territoire camerounais à partir de 2015 dans la zone frontalière avec le Nigéria ont provoqué d'importants mouvements de population camerounaise en particulier dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, et Logone-et-Chari. En octobre 2016, on compte plus de 180 000 personnes déplacées internes

dans la Région de l'Extrême Nord et de nouveaux déplacements et entrées continuent d'être enregistrés. Ces mouvements de la population posent un sérieux problème d'accès aux ressources et aux besoins de première nécessité. La région de l'Extrême-Nord est en outre touchée par une crise alimentaire, nutritionnelle et sanitaire structurelle.

Notre action sur le terrain :

Présente depuis avril 2008 au Cameroun, PUI s'est consacrée à la résolution des difficultés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Les actions ciblent les réfugiés centrafricains installés à l'est du pays depuis 2006 (Régions de l'Est et de l'Adamaoua) et les populations d'accueil.

Les programmes ont évolué afin d'accompagner la progressive autonomie en sécurité alimentaire de ces populations réfugiées centrafricaines, la plupart souhaitant rester définitivement au Cameroun.

Le volet WaSH progresse également vers une stratégie de responsabilisation à différents niveaux (des usagers aux responsables communaux), notamment dans un contexte de décentralisation de la gestion de l'eau de l'Etat vers les communes. Sur le volet accès à l'eau, en parallèle des constructions et réhabilitations de forages une grande part

des activités est consacrée à la formation (des usagers, des comités de gestion de l'eau, des responsables locaux techniques et administratifs). Des sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement sont également menées.

L'arrivée de nouveaux réfugiés en 2014 amène PUI vers une réponse d'urgence qui s'oriente vers les points d'entrée frontaliers et les sites d'accueil (camps en retrait de la frontière), à travers des activités de gestion de camps, WaSH, Abris et Moyens d'Existence. En outre, compte tenu du fait que les réfugiés s'installent également dans de nombreux villages de la zone, PUI mène une réponse adaptée à cette configuration. PUI est aujourd'hui gestionnaire des 7 sites de réfugiés centrafricains à l'Est et dans l'Adamaoua et mène de nombreuses activités dans les villages d'accueil de la zone.

En 2015-2016, PUI a élargi son positionnement en ouvrant une base dans l'Extrême-Nord, à Maroua, en réponse à la crise nigériane pour intervenir auprès des déplacés camerounais via des activités SAME et WaSH et des réfugiés nigériens en reprenant la gestion du site de réfugiés de Minawao et une partie des activités WaSH sur le site. L'organisation a également étendu ses activités WaSH auprès des communes accueillant des réfugiés centrafricains dans la région du Nord.

En 2017, PUI ouvre une nouvelle base à Kousseri dans le Logone-et-Chari, département de

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

l'Extrême-Nord du Cameroun le plus affecté par la crise humanitaire en terme de nombre de populations déplacées et de sévérité des besoins, pour développer des actions en WaSH, en SANME et transferts de cash inconditionnels visant les déplacés internes et communautés hôtes vulnérables.

Découvrez notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités au Cameroun, nous recherchons un/e Logisticien/ Administrateur à Kousséri.

Sous la responsabilité du Coordinateur Terrain, le/la Logisticien/ne – Administrateur/trice (« Log-Admin ») est responsable du bon fonctionnement des services logistique et administratif de la base de Kousseri dans le respect des procédures PUI et bailleurs.

Ressources Humaines : Il/Elle supervise les activités de gestion administrative des ressources humaines sur la base avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice des Ressources Humaines.

Suivi logistique: Il/Elle supervise les volets logistiques, en particulier le suivi des achats, des stocks d'aide, de carburant, des équipements, la gestion des véhicules et des bâtiments, avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice Logistique (COLOG) de la mission.

Suivi administratif et financier Il/

Elle supervise les volets administratifs et financiers sur la base et s'assure du respect des procédures afférentes, avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice Administratif/tive et Financier/e (CAF) de la mission.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job On The Field.

Ville K o u s s é r i

Expériences / Formation du candidat

Formation :

Gestion financière/ comptabilité

L o g i s t i q u e

Expériences :

Humanitaire – Minimum 1 an

Internationale – A fortiori

T e c h n i q u e

Connaissances et aptitudes :

Gestion d'équipe

Connaissances logistiques

Connaissances en administration et gestion

Informatique :

Pack Office

Qualités du candidat :

Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités

Bonne résistance au stress

Sens de la diplomatie

Capacité d'analyse

Capacité d'adaptation et souplesse d'organisation

Organisation, rigueur et respect des échéances

Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature

Capacité à travailler avec différents partenaires avec ouverture d'esprit et une communication adaptée

Langues parlées

F r a n ç a i s

Fonctions Organisation, Administration, Technicien spécialiste

Activités Economie, Finance, Administration, Logistique, Mécanique

Pays Afrique, Cameroun

Contrat C D D

Durée du contrat

Salarié en Contrat à Durée Déterminée – 6 mois minimum

Date de démarrage : 01 Juin 2017

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel : de 1 815 à 2 145 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Régime de Break: 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de Congés Payés: 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : "LogAdmin – Kouseri CMR".

Nom de la personne contact

Sophie Kessel, Chargée de Ressources Humaines Expatriées

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 30/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Un expert en développement d'affaires

Description

Le Business Development Manager Indonésie cheminera le développement de nouvelles activités à l'appui de l'action contre le programme Faim en Indonésie; la création, l'identification et l'accès à de nouvelles possibilités de financement; le maintien d'une norme uniforme de la relation entre les donateurs et l'élaboration de propositions de haute qualité et des partenariats du consortium.

Vous serez responsable de l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources des entreprises en Indonésie. Plus précisément, vous serez en charge de:

- Nouveau développement commercial (45%): identifie activement, se qualifie et suit le financement des entreprises et des opportunités de partenariat de manière systématique à la poursuite de l'appui du programme Indonésie Action contre la Faim.

- les stratégies de mobilisation des ressources (45%): dirige la conception et la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources du pays visant à renforcer le revenu et les partenariats pour réaliser la stratégie de pays. Surveille le pipeline de financement et conduit sur la planification et la prévision des revenus au niveau des pays.

- le développement de la proposition (10%): Prépare les bases nécessaires et engage l'assurance de la qualité des propositions des donateurs des

entreprises pour garantir des propositions concurrentielles de haute qualité afin de fonds avec succès sécurisés de la RSE.

Ville D j a k a r t a

Expériences / Formation du candidat

Es-tu celui que nous recherchons ?:

Vous êtes titulaire d'un diplôme universitaire ou équivalent en administration des affaires, droit, économie, ou le développement international ou toute autre expérience pertinente.

Vous avez une expérience dans le dialogue avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux pour une agence internationale et sa capacité avérée à identifier et à développer de nouvelles opportunités d'affaires et de partenariats. Vous avez démontré une capacité à

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

concevoir et mettre en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources et vos compétences de renforcement des capacités en matière de financement ou programmer un domaine connexe. Vous êtes également en mesure de travailler avec des équipes techniques pour élaborer des propositions de programmes qui sont financés par les bailleurs de fonds.

Vous avez d'excellentes compétences en informatique, y compris diverses applications de bureau et navigation sur Internet. compétences supérieures en communication verbale et écrite en anglais avec la capacité d'analyser et de synthétiser des sujets complexes.

Vous devrez soutenir l'action contre les valeurs de la faim et de la culture, y compris

être sensible au genre. Une bonne connaissance et la sensibilisation aux questions liées à l'action contre la faim des objectifs stratégiques et des théories du changement et une expérience dans le suivi du financement des entreprises en Indonésie ou d'un contexte similaire serait appréciée.

Langues parlées

A n g l a i s

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Asie, Indonésie

Contrat C D D

Durée du contrat

6 mois (renouvelable une contexte suivant)

Salaire / Indemnité

consulter le site Web ACF

Documents à envoyer

Lettre de motivation + CV (pages max.!)

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2717/A-Business-Development-Expert-MW/>

Date de fin de validité 08/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Directeur de l'information et du plaidoyer (H/F)

Description

SOS Faim est une ONG belge qui lutte contre la faim et la pauvreté en milieu rural en Afrique et en Amérique latine. Elle soutient l'agriculture familiale en donnant aux organisations paysannes les moyens de mener des actions concrètes

et efficaces pour améliorer les revenus des agriculteurs et défendre leurs intérêts. Au nord, elle sensibilise et mobilise les citoyens pour influencer les politiques qui ont un impact sur les conditions de vie des populations rurales au sud.

Pour un poste basé à Bruxelles, nous recherchons un (h/f) :

Directeur de l'information et du plaidoyer

M i s s i o n

Le directeur de l'information et du plaidoyer (h/f), en collaboration avec le secrétaire général, définit la stratégie d'information, de mobilisation et de plaidoyer de l'association ainsi que les objectifs à atteindre. Il veille au respect des orientations et des valeurs de

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

l'association dans le déploiement de cette stratégie. Il assume la responsabilité des différentes activités définies et supervise leur mise en œuvre et leur évaluation en impliquant les membres de son équipe. Il participe, au sein du Comité de Direction, à la gestion de l'association.

T â c h e s

Développer avec son équipe la stratégie de communication sur le contenu des thématiques de l'association ;

Traduire avec son équipe les objectifs stratégiques en activités d'information et de sensibilisation à la citoyenneté mondiale ;

Encadrer et soutenir une équipe de 6 personnes ;

Coordonner les actions d'information et de plaidoyer ;

Définir, en concertation avec des partenaires au Sud et des collègues d'autres services, et mener des actions de lobbying auprès des autorités politiques et des responsables économiques ;

Représenter l'association dans des réseaux thématiques ou du secteur ;

Participer et animer des débats ;

Assurer la recherche de financement pour la réalisation des actions, en coordonner les

justifications, gérer les budgets.

Entrée en fonction : le plus rapidement possible afin d'assurer une transition optimale avec la personne, en fin de carrière, assurant actuellement cette fonction.

Ville B r u x e l l e s

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'un niveau Master ou équivalent sciences politiques, sociologie, droit, économie ou information ;

Vous disposez d'une expérience professionnelle de minimum 10 ans dans une fonction à responsabilités dans un environnement de type non-marchand, association, coopération,...

Langues parlées

Vous êtes multilingue (fr/nl/en/es) ;

Qualité du candidat

Vous avez une capacité à traduire des objectifs en activités et actions concrètes et à organiser les moyens pour y arriver ;

Vous êtes doté d'un grand sens de la communication orale et écrite;

Vous êtes à l'aise dans les relations publiques ;

Vous avez le sens de

l'organisation, de la coordination et de la planification ;

Vous portez un intérêt marqué aux problématiques de développement et vous en comprenez les enjeux ;

Fonctions

Encadrement, Direction

Activités A u t r e

Pays Europe, Belgique

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

Une rémunération en lien avec votre expérience et le secteur ;

Des chèques-repas;

Une assurance soin de santé complémentaire;

Le remboursement des frais de déplacement.

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

**Olivier Hauglustaine
Secrétaire général**

**Email de la personne contact
candidatures@sosfaim.org**

Date de fin de validité 10/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: ESCI: Appui au développement des activités de l'association AMACACH, au Togo

Description

Proposition : Dans le cadre de son partenariat avec l'association togolaise AMACACH, Orphelins Sida International (OSI) propose la mise à disposition d'un(e) ESCI pour un an, celui-ci/celle-ci viendra en appui au développement de la structure locale.

Contexte: AMACACH (Association des Militaires, Anciens Combattants, Amis et Corps Habillés), est une association de soutien aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH) créée en 2005 et située à Lomé, capitale du Togo. Elle s'adresse en premier lieu aux militaires et à leurs familles, mais est ouverte également aux civils.

Ses principaux objectifs sont de:

Prendre en charge dans la globalité les PVVIH

Favoriser l'intégration sociale des PVVIH et des orphelins

Lutter contre la stigmatisation les discriminations des PVVIH

Promouvoir le dépistage volontaire.

L'association a un programme important d'appui aux OEV (Orphelins et enfants vulnérables) et aux femmes qui comprend les activités suivantes:

Renforcement des activités socioéconomiques des femmes

Prise en charge psychosociale des PVVIH

Prise en charge médicale

Prise en charge et promotion de l'éducation des OEV.

Orphelins Sida International (OSI) est une association française qui existe depuis 2000 et qui s'est donnée comme objectif le soutien des enfants devenus orphelins des suites du VIH/Sida.

Depuis plus de 15 ans, OSI a mis en place des partenariats avec des associations locales afin de les soutenir dans leurs actions auprès des enfants, ce soutien prend les formes essentielles de:

Parrainage d'enfants, de jeunes chefs de ménages orphelins et d'aïeuls ayant recueilli leurs petits enfants suite au décès de leurs parents.

Formation de jeunes orphelins (métiers du Web, tourisme solidaire, petite enfance)

D'appuis ponctuels par le biais de missions courtes assurées par des volontaires dans divers domaines

La mission de Service Civique l'ESCI viendra en appui de l'association locale, dans des actions de développement et de communication telles que:

La rédaction de projets ou de documents institutionnels

L'animation du Site Web, réseaux sociaux...

La mise en place éventuelle d'une Newsletter

La proposition de recherches de financements (réponses appels d'offres, mécénats, crowdfunding...)

La participation à la promotion de l'ONG

Selon ses appétences, il/elle pourra participer aux actions de préventions et de santé mises en place par l'ONG, participer au soutien scolaire des enfants et des jeunes et toutes autres actions qu'il/elle souhaitera proposer en accord avec l'ONG locale.

Ville L o m é

Expériences / Formation du candidat

Le/la candidat/e aura de bonnes compétences rédactionnelles, une connaissance des outils bureautiques, de la navigation Web.

Des notions plus poussées en informatique, notamment en gestion de sites Web, ou des notions en comptabilité, une aisance en anglais ou encore une connaissance de la vie associative pourront être un plus dans le déroulement de la mission.

Une première expérience dans un pays du sud (même en Stage) est souhaitée.

Langues parlées

f r a n ç a i s

Qualité du candidat

Âgé(e) de 18 à 25 ans, le/la candidat(e) sera autonome

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

et en capacité d'assumer une expatriation longue qui s'accompagne parfois de moments de solitude.

Cette mission requiert une grande ouverture d'esprit qui permettra au candidat de s'adapter à une culture différente, d'accepter les contraintes que cela implique.

En outre, seront appréciés **chez le/la candidat/e un esprit curieux, une envie de s'investir auprès du partenaire.**

Fonctions A u t r e ,

C o m m u n i c a t i o n

Activités Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Informatique, Communication

Pays Afrique, Togo

Contrat V o l o n t a r i a t / service civique

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

Indemnités de Service Civique versées par l'état

Nom de la personne contact

Velletri Patricia

coordinatrice de programmes

Email de la personne contact
contact@orphelins-sida.org

Date de fin de validité 30/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Nigeria - organismes publics et privés et les organisations de la société civile.
Programme de sécurité alimentaire Responsable

Description

COOPI Cooperazione Internazionale, est une organisation humanitaire, non confessionnelle et indépendante fondée en 1965 à Milan, en Italie. Depuis plus de 50 ans, nous avons consacré à briser le cycle de la pauvreté et aux populations de soutien affectées par les guerres, les crises socio-économiques ou les catastrophes naturelles dans leur chemin de la reprise et le développement durable, en utilisant le professionnalisme des opérateurs locaux et internationaux et grâce à nos partenariats avec des

Contexte et historique

Depuis la déclaration de l'état d'urgence dans les Etats fédéraux nigériens de Borno, Yobe, et de l'Adamaoua, l'escalade de l'insurrection de Boko Haram a conduit à des crises de déplacement multiples, avec les communautés fuyant leur région d'origine pour se réfugier dans des camps ou des communautés d'accueil. En 2014, il y a eu une augmentation substantielle de la violence liée à Boko Haram et les opérations de contre-insurrection, créant par conséquent les besoins humanitaires aigus et en grande partie non satisfaits, comme les

déplacés internes sont coupés de leurs maisons et leurs moyens de subsistance, des services de base, la parenté et les liens sociaux. En Septembre 2014, COOPI a commencé à fonctionner dans le nord du Nigeria en réponse à la crise humanitaire provoquée par l'insurrection, a établi son fonctionnement dans l'Etat de Bauchi et élargi par la suite à l'Etat de Yobe compte tenu de la présence accrue des personnes déplacées dans les LGA de Fika, Damaturu, Potiskum, Geidam et Yunusari. Récemment, COOPI a lancé une intervention de la sécurité alimentaire et la nutrition dans Kaga LGA (Etat de Borno) et établit une présence à Maiduguri pour lancer un projet d'éducation et de protection. COOPI fonctionne actuellement dans 5 LGA dans l'Etat de Yobe,

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

pour atteindre environ 25 000 personnes parmi les personnes déplacées et les communautés d'accueil avec une intervention multisectorielle portant sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la protection des enfants. COOPI a récemment mis au point un système de réponse en espèces et bon au Nigeria pour faire face à la nourriture des communautés d'insécurité tout en intégrant cette approche avec un volet nutrition - sensibilisation communautaire, système de référence, campagne IYCF et des services thérapeutiques appropriés destinés aux enfants souffrant de malnutrition et les femmes enceintes et qui allaitent.

Compte tenu du déploiement à grande urgence à grande échelle dans le Nigeria oriental au nord, COOPI prévoit d'intensifier ses opérations actuelles dans l'état de Yobe et atteindre les zones nouvellement accessibles, en plus des zones d'accueil des rapatriés nigériens du Niger, avec ses services multisectoriels, y compris la sécurité alimentaire, l'argent transféré la programmation, la nutrition et la protection.

Titre du poste:
Programme de sécurité alimentaire Responsable

Lieu : Etat de Yobe et Abuja

Type de contrat: Contrat à durée déterminée

Durée: 12 mois renouvelable

Date de début: dès que possible

BUT

Il / elle est responsable de l'exécution du projet, en termes techniques, économiques / financières et en matière de gestion des ressources sur le terrain, conformément à la COOPI et les procédures du donneur. Il / elle assure la réalisation des résultats escomptés dans la gestion du budget.

RÔLE:

et en coordination avec le coordonnateur administratif, il / elle prépare le plan des achats. Il / elle assure l'organisation et les procédures des donateurs respectent lors de l'achat des biens et services.

Rapports : en coordination avec le chef de la Mission ad avec le coordonnateur administratif, il / elle assure la préparation, dans le respect des délais, de tous les rapports financiers et narratifs - provisoires et définitifs - attendus par le projet. Il / elle est responsable de la préparation de toutes les modifications de communication et de contrats formels demandes (ex. Modification du budget) des projets qu'il gère.

R E S P O N S A B I L I T E S :

Planification et gestion des activités : en collaboration avec le personnel du projet, il / elle planifie et surveille la activités'progress, conformément au contrat signé avec le donneur et COOPI et les procédures du donneur.

Gestion administrative et financière : en collaboration avec l'Administrateur de projet / Coordonnateur administratif, il / elle envisage toutes les dépenses à faire. Il / elle surveille régulièrement toutes les dépenses effectuées. Il / elle supervise la comptabilité et la trésorerie du projet de gestion de compte en toute sécurité / banque et où il n'y avait pas de personnel dédié, il / elle gère directement la comptabilité et la trésorerie du projet des comptes en toute sécurité / banque, faisant usage des instruments mis à disposition par l'organisation (Merlino). En collaboration avec l'Administrateur du projet

Gestion du personnel : En coordination avec le chef de mission et dans le respect il / elle choisit avec les règles / lois et la réglementation du COOPI du pays dans le pays, le personnel local à employer dans les projets, et gère le personnel expatrié de tout autre projet. En utilisant des outils de l'organisation qu'il / elle évalue le personnel local employé pour des projets et il / elle participe à l'évaluation de sa / son propre projet, à la demande de son / son supérieur hiérarchique direct. Il / elle coordonne et supervise le travail effectué par l'ensemble du personnel du projet, conformément aux procédures de sécurité de l'organisation. Il / elle est responsable de la formation initiale et continue du personnel local sous son / sa responsabilité.

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

Gestion des marchandises

: il / elle est responsable de la gestion correcte de tous les biens achetés pour le projet, à la fois directement et achetés par d'autres bureaux / Bureaux sur le terrain. Pour toutes les marchandises achetées par le projet, il / elle met à jour l'inventaire, en collaboration avec le coordonnateur administratif.

Relations institutionnelles : En ce qui concerne le projet de son / sa compétence, il / elle communique avec les dirigeants des bailleurs de fonds, les autorités locales compétentes dans les aspects liés au projet, les partenaires et les bénéficiaires du projet, conformément aux directives de l'organisation.

L'écriture de nouvelles de projets : à la demande de son / son supérieur hiérarchique direct, et de coopérer avec le personnel du projet, il / elle élabore, rédige et prépare tous les documents nécessaires pour présenter de nouveaux projets, conformément aux processus et procédures de l'organisation.

P R O F I L :

Diplôme d'études supérieures dans la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance ou dans un domaine connexe ou un travail équivalent.

Expérience minimum de 3 ans dans le domaine humanitaire en tant que chef de projet ou d'un programme ou dans un poste similaire. Expérience confirmée dans le domaine la distribution alimentaire ou connexes.

Expérience de travail dans un environnement non sécurisé responsable de la planification de la sécurité, le suivi et la gestion.

compétences en résolution de problèmes analytiques et pratiques solides;

capacités de surveillance fortes et la capacité démontrée du travail d'équipe et de coordination avec les acteurs concernés;

Très bonnes compétences interpersonnelles et de communication d'écriture;

Capacité d'organiser le travail de façon efficace et fournir des missions en temps opportun

souvent des contraintes de temps;

Maîtrise de l'anglais écrit et parlé;

Connaissances en informatique, avec une grande maîtrise de l'utilisation des applications de logiciels de bureautique standard (par exemple Microsoft Word, Excel et PowerPoint);

Permis de conduire valide.

Comment appliquer : S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation avec 3 références.

Ville Etat de Yobe et Abuja

Fonctions Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement

Pays Afrique, Nigeria

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/food-security-program-manager/>

Date de validité fin de 04/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Un Assistant communication externe en stage (H/F)

Description

Au sein d'un service de 15 personnes et sous la responsabilité du Coordinateur

campagnes et mobilisation votre mission sera d'aider au développement et à l'optimisation de la communication externe d'ACF.

Votre objectif principal se décline en plusieurs axes :

Vous rédigez des contenus pour les différents supports de communication :

Des articles sur l'actualité d'Action contre la Faim à destination du grand public

Des messages pour

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

les réseaux sociaux

Vous contribuez aux activités du service communication :

Proposer des supports de communication

Contribuer à améliorer la visibilité ACF dans les médias

Traduire des documents depuis l'Anglais et/ou Espagnol

Etre en veille sur les outils de communication

Vous soutenez l'attachée de presse dans ses missions de relations presse :

Rédiger les communiqués et dossiers de presse

Réactualiser la base de données médias

Réaliser les bilans médias

Vous participez à l'organisation d'évènements de sensibilisation :

Organiser la logistique de l'évènement

Assurer le suivi des fournisseurs

Profil recherché :

De formation supérieure Bac +4/5 en communication, journalisme, sciences sociales, école de commerce, vous êtes une personne curieuse et énergique. Par ailleurs, nous sommes ouverts aux personnes ayant un profil atypique mais ayant une culture solide et un intérêt particulier pour les techniques de communication 2.0. Vous possédez d'excellentes qualités rédactionnelles, aimez le travail en équipe mais aussi en autonomie. Une bonne maîtrise du Pack Office et de l'anglais oral et écrit sont indispensables. La maîtrise de l'espagnol serait un plus.

Une forte motivation pour le secteur de la solidarité internationale est un atout considérable.

Conditions Salariales : Stage indemnisé à hauteur de la gratification horaire minimale légale (sur une base de 35h par semaine). Titres restaurant à 8€ (pris en charge à 60% par ACF). Prise en charge à hauteur de 50 % des frais de transport public (convention avec un établissement Français obligatoire) Prise de poste : dès que possible

Durée du stage : 6 mois – à pourvoir au 26 juin 2017

Conditions Particulières : Station assise prolongée, expression orale, travail sur

écran, contacts téléphoniques.

ACF est engagé dans une politique d'emploi en faveur des travailleurs handicapés.

Pour postuler, rendez-vous sur notre site internet :

<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2740/Un-Assistant-communication-externe-en-stage-HF/>

Poursuivrenosoffresd'emploi, rejoignez-nous sur Facebook : <https://www.facebook.com/groups/acf.jobs/>

Ville P a r i s

Fonctions Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Autre, Informatique, Communication, Santé, Social

Pays Europe, France

Contrat S t a g e

Date de fin de validité 30/06/2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

03/05/2017 AU 10/06/2017 Groupe I

1	Avenir	25 36 13 38	15	Katra	25 37 20 13	29	Rivage	25 34 19 39
2	Baowendson	25 41 44 99	16	Kabore Dominique	25 38 48 84	30	Saint Bernard	25 45 14 82
3	Beatitudes	25 37 47 11	17	Keneya	25 30 71 38	31	Saint Jean	25 37 00 33
4	Benaia	25 37 28 30	18	Kossodo	25 35 63 04	32	Siloé	25 40 27 46
5	Camille	25 36 61 27	19	Lanibougna	70 98 14 80	33	Song Taaba	25 36 64 62
6	Carrefour	25 33 23 10	20	Liberté	25 41 01 31	34	St François d'Assise	25 36 85 85
7	Centre	25 31 16 60	21	Magnificat	25 41 29 90	35	Tale	71 62 08 08
8	Desa	25 47 50 50	22	Maré	25 34 11 28	36	Trypano	25 33 29 41
9	Des Apôtres	51 44 58 58	23	Miniché	72 25 76 76	37	Wend La Laafi	25 43 12 13
10	Elite	25 41 91 77	24	Monderou	25 34 05 28	38	Wend lamita	25 34 15 87
11	Goulmou	25 43 63 05	25	Nouvelle	25 30 61 33	39	Yathrib	25 40 23 88
12	Hope	71 14 22 22	26	Panacea	25 36 66 88			
13	Indépendance	25 31 27 17	27	Pelega	25 35 05 01			
14	Jober	25 45 51 75	28	Rayib-Tiga	25 40 75 88			

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO